

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 27–30 octobre 2008

RAPPORTS DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE SUR DES QUESTIONS OPÉRATIONNELLES

Point 10 de l'ordre du
jour

*Pour information**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2008/10-C/4
18 septembre 2008
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT APPROUVÉES PAR LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE ENTRE LE 1ER JANVIER ET LE 30 JUIN 2008 – RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE 10189.2

Aide en faveur des populations victimes du conflit armé en République centrafricaine et dans la sous-région

Nombre de bénéficiaires	367 000
Durée du projet	18 mois (1 ^{er} avril 2008 -30 septembre 2009)
Quantité de produits alimentaires fournis par le PAM	40 163 tonnes
Coût (dollars É.-U.)	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	18 569 825
Coût total pour le PAM	61 261 931

* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment à l'avance avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, OMD*: M. T. Yanga tél.: 066513-2792

Attaché de liaison principal,
OMD: M. T. Lecato tél.: 066513-2370

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Dakar (Afrique de l'Ouest)



RESUME

1. Depuis les années 90, la République centrafricaine connaît de longues périodes d'instabilité marquées par des conflits armés et plusieurs coups d'État. Depuis 2005, 212 000 personnes ont fui les affrontements entre forces gouvernementales et forces rebelles dans le nord et le nord-ouest du pays. La plupart de ces personnes déplacées vivent cachées dans la brousse pour échapper aux violences perpétrées par des bandits armés. En outre, 3 000 réfugiés soudanais sont regroupés dans un camp à Sam Ouandja, dans la préfecture de Haute-Kotto.
2. La situation ne cesse de se dégrader et le conflit armé accroît la vulnérabilité des ménages, en particulier des personnes déplacées. On assiste à une chute de la production agricole, à la destruction des terres arables et à l'exode en masse vers les centres urbains et les pays voisins. La situation se voit encore aggravée par les taxes imposées par les rebelles sur la production, qui dissuadent la population de se lancer dans la commercialisation et amenuisent les avoirs productifs.
3. Sur la base des résultats d'une évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition en situation d'urgence, le PAM entend apporter une aide, pendant 18 mois – du 1^{er} avril 2008 au 30 septembre 2009 –, aux communautés confrontées à l'insécurité alimentaire due au conflit armé. Cette intervention a pour but de sauver la vie des personnes déplacées par le conflit, de contribuer à améliorer la sécurité alimentaire des populations d'accueil et de développer le capital humain et la production moyennant une aide alimentaire.
4. L'intervention, qui est conforme aux objectifs du Plan stratégique du PAM (2006–2009) et aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), est exécutée en partenariat avec le Gouvernement, des organisations non gouvernementales, des organismes des Nations Unies et les communautés bénéficiaires.
5. Trois activités principales de secours absorbent 74 pour cent des ressources de cette intervention: i) distributions générales de vivres pour répondre aux besoins nutritionnels de base de 97 000 personnes déplacées et de 3 000 réfugiés durant 12 mois (Objectif stratégique 1, OMD 1); ii) alimentation scolaire en faveur de 89 250 enfants inscrits dans 300 établissements scolaires, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) (Objectif stratégique 4); et iii) supplémentation alimentaire distribuée durant 90 jours à 25 000 enfants de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition, ainsi qu'à leurs mères, et à 6 500 femmes enceintes et mères allaitantes, pour aider à abaisser les taux de malnutrition (Objectif stratégique 3), en collaboration avec l'UNICEF et le Ministère de la santé.
6. Le reste des ressources, soit 26 pour cent, est consacré aux activités de redressement suivantes:
 - distributions de vivres durant neuf mois à 26 500 personnes vivant avec le VIH qui bénéficient de traitements antirétroviraux et antituberculeux, pour atténuer les effets du VIH (Objectif stratégique 3, OMD 4 à 6);
 - distributions de vivres à 44 000 ménages accueillant des personnes déplacées, avant et pendant la saison de soudure, — conjuguées à l'appui agricole fourni par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) — pour améliorer la capacité de résistance aux chocs (Objectif stratégique 2, OMD 1 et 7);
 - projets Vivres contre travail pour reconstituer les avoirs des communautés dans les zones de conflit en faveur de 7 000 personnes durant trois mois (Objectif stratégique 2); et



- activités Vivres au profit de la formation ciblant principalement les femmes (70 pour cent), prévoyant la distribution de rations individuelles durant trois mois à 12 500 personnes participant aux séances de formation pour améliorer leurs compétences dans le domaine de la création de revenus. L'accent est mis sur la participation des femmes aux processus de prise des décisions et à l'exécution des activités.